M. Perrault: Peut-on dire qu'un gouvernement qui a investi plus d'un milliard de dollars pour le logement l'année dernière est impitoyable?

Des voix: Oui.

M. Perrault: Peut-on dire que dépenser 245 millions de dollars en formation de la main-d'œuvre constitue un programme gouvernemental désastreux?

M. Orlikow: Oui.

M. Perrault: Que dire de la création de 17,312 emplois l'année dernière par l'expansion régionale et des milliers d'emplois supplémentaires qui ont découlé de la création de ces premiers emplois pour notre économie? Que dire des 96 millions de dollars dépensés pour la création d'emplois destinés aux électeurs de chaque député de l'autre côté de la Chambre? Est-ce là un programme cruel?

M. Orlikow: Oui.

M. Perrault: Dites cela à Reilly et à vos électeurs.

M. Orlikow: Je le dirai aux chômeurs.

M. Perrault: Et les 50 millions de dollars versés par le régime des pensions du Canada en 1969-1970? S'agit-il de méthodes réactionnaires et technocrates?

M. Orlikow: Exact.

M. Perrault: Et l'augmentation de 10 p. 100 des allocations d'assurance-chômage? Je pourrais continuer cette liste de mesures gouvernementales utiles. J'ai encore une liste de qualificatifs pour nos amis d'en face, monsieur l'Orateur, afin de décrire ce genre de déclaration. Ils se trouvent dans le Thesaurus aux pages d'où le député de York-Sud a pris la sienne. Ce sont: nul, vide, creux, néant, vacant, dépourvu, désert, épuisé, désolé et gâché. Merci, monsieur l'Orateur.

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je ne croyais pas avoir la chance de prendre la parole au cours d'un aussi important débat. J'aimerais que mes paroles fassent revenir le gouvernement sur terre. Je tiens à dire aux ministres que j'ai eu moi aussi l'occasion de m'entretenir avec nos fabricants, notamment à Hamilton. S'ils croient que ces gens-là se fient aux politiques fiscales et monétaires du gouvernement, ils se trompent grandement.

Monsieur l'Orateur, je voudrais vous donner une idée de ce que ces manufacturiers nous ont dit, de ce qui les inquiète tellement dans les politiques du gouvernement, politiques qui étouffent à tel point nos industries secondaires qu'à l'heure actuelle, leurs représentants ne voient pas beaucoup de raisons d'espérer pour ce qui est du progrès du pays, du point de vue économique, notamment dans l'avenir immédiat. Je vais me borner à mentionner cinq ou six sujets d'inquiétude pour les manufacturiers. D'abord, le blocage du dollar canadien qui a sûrement eu des répercussions sur nos exportations. Ensuite le dumping de produits sur le marché canadien et d'autres

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

initiatives de la part de l'étranger. Ajoutons la hausse des coûts du gouvernement au Canada, le taux d'impôt élevé dans le cas des compagnies, par rapport au Japon, 26 p. 100.

Les fabricants s'inquiètent de ce que la politique de recherche et de mise au point au Canada s'oriente vers le gouvernement et les universités et non vers l'industrie. Ils s'inquiètent des barrières non tarifaires concernant les exportations. Permettez-moi de vous expliquer la chose. Je vais vous lire pour cela un passage d'un article du *Spectator* du 16 janvier, de Hamilton, écrit par James Carr, rédacteur à la rubrique des affaires, article qui ne laisse aucun doute. On y dit:

Le problème ne consiste pas aujourd'hui en barrières tarifaires mais en barrières non tarifaires—une forme de discrimination commerciale beaucoup plus subtile, qui empêche des produits canadiens de faire la concurrence dans d'autres pays.

C'est un problème bien connu dans l'industrie des produits électriques, laquelle a beaucoup à pâtir des importations. Et pourtant quand une compagnie canadienne cherche à vendre des appareils électriques au Japon, en Allemagne occidentale, en France ou en Grande-Bretagne, on lui préfère un fabricant du pays, même si le prix offert est sensiblement inférieur aux autres.

● (9.40 p.m.)

M. Carr poursuit ainsi:

Les gros créateurs d'emplois sont nos industries manufacturières et, tant qu'on n'assurera pas à leurs produits des possibilités égales au pays et à l'étranger, il y aura toujours au Canada un problème de chômage.

Ai-je besoin de continuer? Je passerai maintenant à un autre domaine. J'ai découvert, ayant pris part aux travaux du comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre qui a parcouru l'Ouest, qu'il existe nettement dans l'Ouest du Canada un climat de désolidarisation. Un éditorial, paru dans le *Journal* d'Edmonton le 15 janvier 1971, sous la rubrique «Comment» en donne une idée. L'article porte le titre «Lumping it». Je vais en citer un passage:

Quand les chiffres de mai sur le chômage ont révélé que 513,000 personnes n'avaient pas d'emplois, M. Trudeau était encore plus catégorique au sujet de la politique qui combattait l'inflation aux dépens des emplois et de l'expansion.

L'article cite ensuite ce que le premier ministre avait dit à la télévision:

«Si les Canadiens ne sont pas contents, eh bien c'est le même prix», a-t-il dit à la télévision.

L'éditorial se poursuit ainsi:

Le moment de faire quelque chose au sujet du chômage de cet hiver c'était l'été dernier, alors que M. Trudeau disait aux Canadiens qu'il ne changerait pas ses politiques et que si elles ne leur plaisaient pas, c'était le même prix.

On le voit maintenant. Mais le pire n'est pas la misère, la déception et la tragédie humaine du chômage de cet hiver. C'est le fait que le gouvernement ne semble pas conscient que son programme économique antérieur est fautif ou qu'il faut des politiques meilleures, plus efficaces et moins brutales à l'avenir.

Cet après-midi, j'ai entendu le ministre des Finances (M. Benson) et mon ami le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault).